

Décret n° 2008-84 du 15 avril 2008

portant approbation du plan d'action gouvernemental de gestion
des finances publiques

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'accord du 4 décembre 2004 relatif au programme de la facilité de la réduction de la pauvreté
et la croissance ;

Vu la loi n° 1-2000 du 1^{er} février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des
finances et du budget ;

Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du
Gouvernement ;

Vu le décret 2008-4 du 11 janvier 2008 portant organisation des intérimis des membres du
Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

Article premier : Est approuvé le plan d'action gouvernemental de gestion des finances publiques
dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où
besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 15 avril 2008


2008-84

Denis SASSOU N'GUESSO

Par le Président de la République,

Pour le ministre de l'économie,
des finances et du budget, en mission :

Le ministre d'Etat, ministre du plan
et de l'aménagement du territoire,


Pierre MOUSSA

**PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL
DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

Approuvé par le décret n° 2008-84 du 15 avril 2008

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PpTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	Améliorer la gestion budgétaire et comptable	1.1. Moderniser et renforcer le cadre légal et réglementaire budgétaire et comptable						
	<p>Cadre légal et réglementaire</p> <p>En fonction de la réglementation CEMAC en cours, élaboration et validation d'un chronogramme organisant la révision des textes.</p> <p>Adaptation de la réglementation CEMAC en République du Congo</p>	<p>Elaboration et adoption de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Loi organique, - le RGCP, - les projets de textes d'applications (Nomenclature budgétaire de l'Etat et Plan comptable de l'Etat). 	<p>Diffusion, vulgarisation et mise en vigueur de la loi organique, de la nomenclature budgétaire et du règlement général de la comptabilité publique et du plan comptable de l'Etat.</p> <p>Suivi, Evaluation et consolidation des actions entreprises.</p>		AFRITAC UNION EUROPEENNE	<p>La loi Organique est mise à jour et validée ;</p> <p>Le RGCP est révisé et validé ;</p> <p>Les projets de textes d'applications sont élaborés et validés ;</p> <p>-La Nomenclature budgétaire de l'Etat ;</p> <p>-Le Plan comptable de l'Etat.</p> <p>(*) Toutes ces réformes sont conditionnées par les travaux CEMAC.</p>	<p>100% des textes adaptés CEMAC sont disponibles en juin 2010</p>	MEFB : DGCP SGG PRCTG Equipe Projet

Objectifs	Mesures prioritaires				D. PTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008		2010						
	2009		2010						
<p>1.2. Améliorer l'exécution budgétaire</p> <p>Rationalisation du circuit de la dépense</p> <p>Recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense dans son ensemble en supprimant les tâches et contrôles redondants</p> <p>NB. Etude a démarré en fin novembre 2007 et se poursuit</p>	<p>Créer un fichier de fournisseurs à la DGB et adopter une mercuriale des prix à l'intention des ordonnateurs. Mise en place d'une commission mixte MEFB (DGD, DGI, DGE, DGB) /MPLAN (DGPD)/Commerce</p> <p>Elaboration et validation du manuel relatif au nouveau circuit rationalisé et simplifié de la dépense tant sur le budget de fonctionnement que sur le budget d'investissement.</p> <p>Elaboration, discussions, adoption, publication et vulgarisation de la mercuriale.</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.</p>		<p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense</p> <p>Mise à jour du fichier et du suivi de la mercuriale</p> <p>Programmation des paiements en fonction des titres émis</p> <p>Préalablement :</p> <p>Exécution du principe « premier mandat émis, premier mandat payé » sauf dérogations prévues par les lois et règlements.</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p>		<p>X</p>	<p>IDA/FMI & FAD</p>	<p>Le circuit de la dépense est rationalisé ;</p> <p>La mercuriale est adoptée, publiée et vulgarisée.</p>	<p>Réduction du nombre de postes de contrôle et de la durée de traitement de la dépense</p> <p>Réduction de la durée de paiement des factures au trésor passe de 90 jours (2007) à 15 jours (2010).</p> <p><u>En 2007</u></p> <p>Les mandats relatifs aux priorités d'Etat font 1 à 3 jours ;</p> <p>Par contre les mandats ordinaires prennent 3 j et peuvent aller jusqu'à 1 mois, 3 mois et voire un peu plus.</p>	<p>MEFB DGD DGI DGE DGB DGT DGCF PRCTG MPLAN DGPD CICE Equipe Projet</p>

		(En millions de FCFA)			Resp		
Objets	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	
	2008	2009					2010
	<p>Gestion de la Trésorerie</p> <p>Tenue des réunions mensuelles pour la planification des ressources et des dépenses à payer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la limitation des paiements par anticipation (PPA) sauf les cas autorisés par la loi organique sur le régime financier de l'Etat ; - la centralisation de toutes les recettes et les dépenses par le trésor (principe de l'unicité de caisse) ainsi que de tous les fonds publics détenus et/ou gérés par d'autres administrations ou institutions ; - le rapprochement mensuel des mandats émis et payés. <p>NB. Etude a démarré en fin novembre 2007</p>	<p>Elaboration et publication du nouveau plan des engagements ;</p> <p>Diffusion et vulgarisation du plan des engagements ;</p> <p>Automatisation des écritures comptables du circuit de la dépense ;</p> <p>Actualisation tous les trimestres du plan des engagements et paiements pour chaque titre et chaque section.</p>	<p>Production et diffusion trimestrielle d'une note de conjoncture budgétaire et financière, basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exécution en recettes et dépenses ; - la situation de la trésorerie ; - le TOFE. <p>Production d'un rapport trimestriel sur la situation financière et l'exécution du budget pour information au Conseil des Ministres.</p>	<p>Gouvernement</p>	<p>Le plan des engagements est mis en œuvre. Les fonds publics sont tous centralisés par le Trésor. Le compte de gestion est élaboré en temps réel.</p> <p><u>Base (Recettes)</u></p> <p>2005 : 1245,7 FCFA 2006 : 1623,4 FCFA 2007 : 1623,4 FCFA</p> <p><u>Base (Dépenses)</u></p> <p>2005 : 575,3 FCFA 2006 : 742,0 FCFA 2007 : 697,7 FCFA</p> <p><u>Courantes</u></p> <p>2006/05 : 742 FCFA 2007/06 : 697,7 FCFA</p> <p><u>Investissement</u></p> <p>2005 : 170,3 FCFA 2006 : 359,8 FCFA 2007 : 379,0 FCFA</p>	<p>Taux de centralisation des recettes et dépenses suite aux réunions mensuelles :</p> <p>Valeur et % des impayés au 31/12/2006 = 0 FCFA 100% Valeur et % des impayés au 31/12/2007 = 0 FCFA 100%</p> <p><u>Recettes</u></p> <p>2006/05 : 1245,7 FCFA 67,02% 2007/06 : 1623,4 FCFA 30,32%</p> <p><u>Dépenses</u></p> <p>2006/05 : 742 FCFA 28,98% 2007/06 : 697,7 FCFA -5,97%</p> <p><u>Investissement</u></p> <p>2006/05 : 359,8 FCFA 111,27% 2007/06 : 379,0 FCFA 5,34%</p> <p>Valeur et % des paiements par anticipation (PPA) au 31/12/2006 ND 31/12/2007 ND</p> <p>Solde budgétaire Primaire en ressources propres : 2005 : 668,1 FCFA 2006 : 680,9 FCFA 2007 : 661,7 FCFA Baisse de 2,82%</p>	<p>CAB DGT CCA DGCP DGI DGP DPTG TOFE Equipe Projet</p>

Mesures prioritaires		D. PYTE		Partenaires		Résultats attendus		Indicateurs de résultat		Resp	
		2010									
		2009		2010							
Gestion de la dette		2008		2009		2010		X		IDA/FAD	
Recensement des textes créant la CCA en vue d'identifier les missions propres à cette institution	Elaboration d'un plan de formation des agents de la CCA en vue d'optimiser l'utilisation du logiciel SYGADE (renforcement des capacités du personnel).	Suivi et évaluation des actions entreprises de 2007 à 2009	Gestion des investissements publics	Evaluation de l'impact des réformes sur la gestion des investissements publics	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.	Revue de la clé de répartition institutionnelle de la gestion des investissements.	Le manuel de procédures de gestion des investissements est disponible dans les ministères sectoriels	Les investissements sont maîtrisés à la fois par le ministère du plan et les ministères sectoriels	Nombre de textes revus et validés au 30/06/2008	Pourcentage des agents du service de la dette formés en 2004-2006 : 100%, soit : 13 sur 13.	CCA DGT DGB DGPD PRCTG PAGE
Gestion des investissements publics	Réalisation d'une étude sur la rationalisation de la gestion de la dépense publique : « nouveau système de gestion des projets d'investissement publics ». (DR validés au 4 ^{ème} trimestre 2007 par l'IDA /FMI et par la Coopération française en charge de l'étude au MPLAN) Révision des textes relatifs à la gestion des investissements.	Gestion des investissements publics Rationalisation du circuit de la dépense ; Elaboration/actualisation et adoption du manuel des procédures de gestion des investissements sur la base d'un rapprochement DGT/Plan ; Révision de la clé de répartition institutionnelle de la gestion des investissements.	Gestion des investissements publics Evaluation de l'impact des réformes sur la gestion des investissements publics	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.	Le manuel de procédures de gestion des investissements est disponible dans les ministères sectoriels	Les investissements sont maîtrisés à la fois par le ministère du plan et les ministères sectoriels	Le manuel de procédures de gestion des investissements est disponible dans les ministères sectoriels	Valeur et % d'exécution physique et financier au 31 décembre :	Réduction de l'encours total de la dette au 31/12/2006	2001 : 4 525,11 FCFA 2002 : 4 531,30 FCFA 2006 : 3 918,18 FCFA (Stock des arriérés, -2,30% -2,91% et encours hors arriérés, 1% en 2006)	DGPD CCA DGT DGB DGCF PRCTG TOFE Equipe Projet

Mesures prioritaires	D. PYTE		Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp.
	2008	2009				
<p>Solde et pensions</p> <p>Lancement des travaux de recensement des agents de l'Etat (Etude PURAC en cours pour 2007)</p> <p>Lancement des travaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007)</p> <p>Lancement de l'avis de manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'Audit organisationnel du ministère de la fonction publique (Action attendues pour le 1^{er} trimestre 2008)</p>	<p>Audit organisationnel du ministère de la fonction publique ;</p> <p>Mise en place d'un fichier unique : Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction du réseau informatique.</p> <p>Mise en œuvre du fichier unique : Fonction Publique - Solde.</p> <p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit organisationnel.</p>	<p>Finalisation de la mise en place du fichier unique : Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction du réseau informatique.</p> <p>Mise en œuvre du fichier unique : Fonction Publique - Solde.</p> <p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit organisationnel.</p>	<p>IDA & Gouvernement</p>	<p>Les travaux du fichier unique de la Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde est maîtrisée.</p>	<p>Valeur et % des paiements de la solde et pensions :</p> <p>2005 : 12 736,29</p> <p>2006 : 13 869,40</p> <p>2007 : En cours 8,89%</p> <p>Effectifs de la Fonction Publique</p> <p>2005:56.278</p> <p>2006:59.289(+5,35%)</p> <p>2007:60.600 (+2,21%)</p> <p>Effectifs de la Solde</p> <p>2005:69.867</p> <p>2006:72.560(+3,85%)</p> <p>2007:74.862(+3,17%)</p> <p>Valeur payée en FCFA</p> <p>2005 : 130 012,05</p> <p>2006 : 134 899,99 (+3,75%)</p> <p>2007 : 141 864,85 (+5,16%)</p> <p>Cible : Réduction à moins de 5% des écarts entre le nombre du personnel sur fichier et les employés réellement payés :</p> <p>2005 : 24,14%</p> <p>2006 : 22,38%</p> <p>2007 : 23,53%</p>	<p>PRIM</p> <p>MEFB</p> <p>MFPRE et</p> <p>MTS</p> <p>ME</p> <p>PRCTG</p> <p>PURAC</p> <p>Equipe</p> <p>Projet</p>

	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009					
1.3. Améliorer l'efficacité et la pertinence du contrôle ex-anté Contrôle Financier	Elaboration et validation des TDR Lancement de la procédure relative à la passation des marchés pour le choix d'un consultant	Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et les procédures de contrôle des finances publiques par la DGCF (Cf. Cadre institutionnel supra).	Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude	FMI/FAD UNION EUROPEENNE	Le manuel de procédures de contrôle des finances publiques est applicable Le guide du vérificateur est disponible Les contrôles financiers sont effectués par un avec production des rapports.	Nombre de contrôles annuels effectués par les agences de régulation suivant le nouveau Code des marchés publics	DGCF DGT DGB PURAC Equipe Projet
	NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémoire de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)	Adoption des recommandations issues de l'étude Diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle des finances publiques ; Diffusion et vulgarisation du guide du vérificateur.	Suivi et Evaluation du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur Suivi et Evaluation des procédures de contrôle et du guide du vérificateur.				
1.4. Assurer la fiabilité et l'exhaustivité de la comptabilité publique	Comptabilité publique	Etude relative à l'identification des causes des dysfonctionnements sur la gestion des Dons et des différents fonds afin de les intégrer dans la balance du Trésor. (Action réalisée en 2007)	Prise en compte des recommandations dans la loi des finances 2008-2009 Suivi trimestriel des opérations de l'ordonnateur et du comptable sur les différents dons et fonds reçus. Production des balances mensuelles 2008 définitives présentant des comptes réglementairement tenus	Gouvernement	Le décret sur la comptabilité publique intégrant les différents fonds est disponible ; La comptabilité matière et patrimoniale des biens de l'Etat est actualisée et applicable	Production des balances du Trésor est mensuelle 15 jours après l'arrêt des écritures : 2005 : 12, soit 100 % 2006 : 12, soit 100 % 2007 : 12, soit 100%. Nombre des ministères (administrations publiques) qui appliquent la comptabilité matière environ 50, soit 0 %	DGCP DGPD CCA DGT PRCTG Equipe Projet

(en millions de FCFA)
Objetifs

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009					
<p>Améliorer la performance des administrations fiscales et douanières</p> <p>Analyse des études existantes et faire le point de la formation du personnel, informatique et communication.</p> <p>Mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes</p>	<p>Définition d'un plan d'action pour l'amélioration de la gestion des recettes, comprenant la mise en place d'un circuit informatisé de la recette ;</p> <p>Formation du personnel.</p>	<p>Suivi et évaluation des mesures entreprises en 2008 et 2009.</p>	X	<p>IDA/RM/FAD</p> <p>&</p> <p>UNION EUROPEENNE</p>	<p>Les recettes augmentent grâce à la mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes.</p> <p>Nombre d'agents formés suivant le plan d'action</p>	<p>Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes fiscales : 2006</p> <p>Prévisions : 135,00 FCFA</p> <p>Réalisations : 125,3 FCFA</p> <p>Pourcentage : 92,81 %</p> <p>2007</p> <p>Prévisions : 151,50 FCFA</p> <p>Réalisations : 147,07 FCFA</p> <p>Pourcentage : 96,45 %</p> <p>2008</p> <p>Prévisions : 151,34 FCFA</p> <p>Réalisations : 149,2 FCFA</p> <p>Pourcentage : 98,48 %</p> <p>2009</p> <p>Prévisions : 159,00 FCFA</p> <p>Réalisations : 167,80 FCFA</p> <p>Pourcentage : 105,53 %</p> <p>2010</p> <p>Prévisions : 173,40 FCFA</p> <p>Réalisations : 173,40 FCFA</p> <p>Pourcentage : 100 %</p> <p>2007</p> <p>Prévisions : 183,40 FCFA</p> <p>Réalisations : 210,00 FCFA</p> <p>Pourcentage : 114,56 %</p> <p>Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes fiscales</p> <p>2002</p> <p>Prévisions : 46,219 FCFA</p> <p>Réalisations : 36,106 FCFA</p> <p>Pourcentage : 78,11 %</p> <p>2003</p> <p>Prévisions : 45,800 FCFA</p> <p>Réalisations : 43,30 FCFA</p> <p>Pourcentage : 94,54 %</p> <p>2004</p> <p>Prévisions : 47,00 FCFA</p> <p>Réalisations : 49,40 FCFA</p> <p>Pourcentage : 105,33 %</p> <p>2005</p> <p>Prévisions : 51,00 FCFA</p> <p>Réalisations : 42,70 FCFA</p> <p>Pourcentage : 83,73 %</p> <p>2006</p> <p>Prévisions : 55,70 FCFA</p> <p>Réalisations : 53,50 FCFA</p> <p>Pourcentage : 96,05 %</p> <p>2007</p> <p>Prévisions : 57,70 FCFA</p> <p>Réalisations : 52,00 FCFA</p> <p>Pourcentage : 90,05 %</p> <p>2008</p> <p>Prévisions : 65,00 FCFA</p> <p>Réalisations : 65,00 FCFA</p> <p>Pourcentage : 100,00 %</p> <p>Sources : TOFE/MEFB DEPI Douanes DGI</p>	<p>DGI</p> <p>DGDDI</p> <p>DGT</p> <p>PRCTG</p>

En millions de FCFA)
Objectifs

	Mesures prioritaires		D. PTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp	
	2008	2009						2010
Maîtrise des exonérations Recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude sur l'impact des exonérations fiscales et douanières. Mise en œuvre des recommandations issues des audits organisationnels DGI-DGD financés par le PRCTG 1 Réalisation de l'étude (3 mois) sur l'impact des exonérations fiscales et douanières. Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Poursuite de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations	Poursuite des opérations relatives aux contrôles des exonérations : DGI, DGB, DGD Poursuite des opérations de recouvrements fiscal-douaniers sur l'ensemble du territoire national Suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations et des actions entreprises en 2008.		IDA/FMI & Gouvernement	Les recettes fiscales-douanières augmentent suite à la réduction des exonérations	Valeur et pourcentage de réduction des exonérations fiscales 2002 : 59 390,23 FCFA 2003 : 45 955,53 FCFA 2006 : Néant Valeur et pourcentage de réduction des exonérations douanières 2001 : 55 219,40 FCFA 2002 : 59 390,20 2003 : 45 955,50 2004 : 52 086,03 2005 : 108 957,10 FCFA 2006 : 176 397,15 FCFA 2007 : 205 000 (Prov) -2%	DGI DODDI DGI DGB PRCTG	
	Participation DGI DGB, DGD dans le contrôle des exonérations	Poursuite des opérations de recouvrements fiscal-douaniers sur l'ensemble du territoire national Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.					
	Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.					

	<p>Pétrole</p> <p>Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC (procédures de passation de marchés terminées en 2007 et contrat signé en mars 2008)</p> <p>Recrutement d'un Cabinet pour la mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélude aux travaux sommaires en cours dans ladite société (procédures de passation de marchés terminées en 2007 et contrat en cours de signature par le MIEB en mars 2008)</p> <p>Etude sur la valorisation des actifs SNPC (étude terminée au 3^{ème} trimestre 2007)</p>	<p>Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières</p> <p>Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la modélisation ;</p> <p>Suivi et évaluation des dispositions comptables.</p> <p>Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC</p>	<p>Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la modélisation des réserves et recettes pétrolières</p> <p>Suivi et évaluation des dispositions comptables.</p> <p>Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC</p>	<p>X</p>	<p>IDA/FMI & Gouvernement</p>	<p>Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la modélisation des réserves et des recettes en 2008 ;</p> <p>Les rapports annuels sont disponibles en temps réel.</p> <p>La valeur des actifs SNPC issus de l'ex-société Hydrocongo est connue</p>	<p>Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières depuis 2002 :</p> <p>2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA 483,04% 2007 : 1 346,4 FCFA 412,91%</p> <p>Valeur des réserves SNPC au 31/12/2007 (en cours)</p>	<p>MH : SNPC DGH MEFB TOFE Observ. EITI : Caj Hyd PRCTG PURAC</p>
--	--	--	--	-----------------	--	---	--	--

	Mesures prioritaires		D. P.P.T.E	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2010					
	Pétrole	Pétrole	X	IDA/FMI & Gouvernement			
Recrutement d'un consultant chargé du suivi de la fiscalité pétrolière : Elaboration des TDR courant premier semestre 2008 et mise en place d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière pour le second semestre 2008.	Mise en œuvre du suivi du système relatif à la fiscalité pétrolière.	Pétrole			La Cellule des Hydrocarbures du MEFB dispose d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière et d'une base de données à jour d'informations qui permettent la prise des décisions.	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières 2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA 2007 : 1346,4 FCFA 412,91%	DGI DGDDI DGT DGB PRCTG
Recrutement d'un consultant chargé des questions juridiques, de fiscalité et de la statistique pétrolière : Elaboration des TDR courant premier semestre 2008.	Mise en œuvre de la gestion des questions juridique, de fiscalité et de la statistique pétrolière.	Suivi et évaluation des recommandations issues des actions entreprises en 2008 et 2009.					
Renforcement des capacités de la cellule des hydrocarbures : Statut du personnel.	Mise en œuvre de la base des données sur la base des données sur la fiscalité pétrolière.					Base des données à jour de publication	
Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC, procédures de passation de marchés terminées en 2007	Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières	Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la modélisation des réserves et recettes pétrolières			Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la modélisation des réserves et des recettes en 2008 ;	Pourcentage des agents formés usant des nouvelles connaissances	MH : SNPC DGH MEFB Observ. EITI : Cal Hyd PRCTG PURAC TOFE
Recrutement d'un Cabinet pour la mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélué aux travaux sommaires en cours dans ladite société procédures de passation de marchés terminées en 2007	Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC	Suivi et évaluation des dispositions comptables.			Les rapports annuels sont disponibles en temps réel.	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières 2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA 2007 : 1346,4 FCFA 412,91%	
Etude sur la valorisation des actifs SNPC (étude terminée au 3 ^{ème} trimestre 2007)	Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC	Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC			La valeur des actifs SNPC issus de l'ex-société Hydrocongo est connue	Valeur des réserves au 15/09/2007	

En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PPTTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp	
	2008	2009						2010
<p>Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté</p>	<p>3.1. Améliorer et rationaliser la préparation du budget</p> <p>Préparation budgétaire</p> <p>1. Mise en place d'un comité interministériel pour la coordination en vue de la préparation et l'élaboration d'un budget unifié de l'Etat (fonctionnement et investissement).</p> <ul style="list-style-type: none"> Revue des calendriers de préparation budgétaire pour les budgets 2008 et 2009 en vue de fixer en détail par un texte réglementaire indiquant les délais minima pour chaque étape de préparation, y compris pour le cadrage macroéconomique 2008-2009 Lettres de cadrage budgétaire pour la discussion des projets de budgets au sein du Gouvernement ; Tenue des conférences budgétaires au profit des ministères sectoriels et institutions concernées. 			<p>Validation des guides et manuels de procédures ;</p> <p>Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures ;</p> <p>Application des guides et manuels de procédures</p> <p>Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009.</p>	<p>IDA/FMI/FAD</p>	<p>Le cadrage macroéconomique 2008-2009 est validé et diffusé.</p> <p>Le manuel méthodologique du budget unifié est validé et diffusé.</p> <p>Les charges communes maîtrisées progressivement et stabilisées à 5% à partir de 2010</p> <p>Charges communes observées (en millions)</p> <p>2005 : 76 336,2 FCFA</p> <p>2006 : 90 299,9 FCFA</p> <p>2007 : 102,2 FCFA</p>	<p>Taux annuel d'exécution financière du volet investissement :</p> <p>2005 : 169 233,7 FCFA 79,80%</p> <p>2006 : 357 179,5 FCFA 106,4%</p> <p>2007 : 396 735,7 FCFA 100%</p> <p>Taux annuel d'exécution financière du volet fonctionnement :</p> <p>2005 : 898,4 FCFA</p> <p>2006 : 1 225,7 FCFA 104,17%</p> <p>2007 : 1 076,7 FCFA 36,43%</p> <p>Cible 2010 = 5%</p> <p>2008/2005 : 18,29%</p> <p>2006/2007 :</p>	<p>DGPB DGB Trésor P CCA TOFE PRCTG Equipe Projet</p>
	<p>Classifications budgétaires</p> <ul style="list-style-type: none"> Définition des types de procédures d'exécution budgétaire et des nomenclatures des pièces justificatives Définition d'un référentiel de délais de traitement en matière de dépenses publiques. Signature du décret adoptant la classification fonctionnelle (Novembre - Décembre 2007) 	<p>Budget 2008 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001 ;</p> <p>Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures identifiés ;</p> <p>Application des guides et manuels de procédures ;</p> <p>Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009.</p>	<p>Budget 2009 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001.</p> <p>Suivi et évaluation du budget exercices 2009 et 2010 ainsi que des impacts des procédures mises en place.</p>	<p>IDA/FMI/FAD</p>				
<p>Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté</p>	<p>Classifications budgétaires</p> <ul style="list-style-type: none"> Définition des types de procédures d'exécution budgétaire et des nomenclatures des pièces justificatives Définition d'un référentiel de délais de traitement en matière de dépenses publiques. Signature du décret adoptant la classification fonctionnelle (Novembre - Décembre 2007) 				<p>Budget 2009 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001.</p> <p>Suivi et évaluation du budget exercices 2009 et 2010 ainsi que des impacts des procédures mises en place.</p>	<p>IDA/FMI/FAD</p>	<p>Le budget est élaboré conformément aux recommandations du DSRP et de la nomenclature fonctionnelle</p> <p>Les dépenses sont alignées sur le DSRP</p>	<p>Taux annuel d'exécution financière du budget d'investissement :</p> <p>2005 : 169 233,7 FCFA 79,80%</p> <p>2006 : 357 179,5 FCFA 106,4%</p> <p>Taux annuel d'exécution financière du budget de fonctionnement :</p> <p>2005 : 898,4 FCFA 107,03%</p> <p>2006 : 1 225,7 FCFA 104,17%</p> <p>Pourcentage des dépenses conformes à la DSRP base 2007</p>

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PPTTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2010					
- Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté	3.2. Aligner le contenu du budget sur les priorités du DSRP		X	IDA/FMI/FAD	Les budgets 2008, 2009 et 2010 sont conformes aux priorités du DSRP	Taux annuel d'exécution financière du budget 2005 : 169 233,7 FCFA 79,80% 2006 : 357 179,5 FCFA 106,4% 2007 : 000 000,0 FCFA 106,4% Dépenses pro-pauvres 2005 : 63 964,3 FCFA 71,20% 2006 : 168 334,6 FCFA 102,01% Tx annuel d'exécution financière du budget de fonctionnement 2005 : 898,4 FCFA 107,03% 2006 : 1 225,7 FCFA 104,17% 2007 : 000 000,0 FCFA 106,4% Dépenses pro-pauvres 2005 : 154,5 FCFA 2006 : 247,6 FCFA Variation dépenses Prop. 2005-2006 : 64,90% 2006-2007 :	Finmaure DGPD DGB DGCP DGT Trésor P DOI PRCTG Equipe Projet
	Préparation du Budget 2009 et lien avec le DRSP	Préparation du Budget 2010 et lien avec le DRSP					
- Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté	Collecte de tous les organigrammes des ministères sectoriels	Exécution du budget 2009 aux normes internationales	X	IDA/FMI/FAD	Le CDMT est opérationnel La base des données est disponible et actualisée ; L'unicité de caisse est effective ; Les recettes sont en amélioration ; La rétrocession des fonds par le MEFB aux ministères sectoriels est effective.	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes publiques 2005 : 1 245,7 FCFA 2006 : 1 791,0 FCFA 43,77% 2007 : 0 000,0 FCFA 00,00% Valeur et pourcentage des dépenses ayant respecté le circuit mis en place	DGPD DGB DGCP DGT IGF DOI PRCTG Equipe Projet
	Mettre en œuvre les classifications budgétaires aux normes internationales, y compris, une classification fonctionnelle basée sur le GFS 2001	Evaluation du budget 2008					
- Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté	Exécution du budget 2008 aux normes internationales	Préparation du budget 2010	X	IDA/FMI/FAD	Evaluation des impacts relatifs aux réformes.	Le CDMT est opérationnel La base des données est disponible et actualisée ; L'unicité de caisse est effective ; Les recettes sont en amélioration ; La rétrocession des fonds par le MEFB aux ministères sectoriels est effective.	DGPD DGB DGCP DGT IGF DOI PRCTG Equipe Projet
	Evaluation du budget 2007	Préparation du budget 2009					
- Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté	Cadre à moyen terme pour une gestion viable des dépenses et recettes publiques :		X	IDA/FMI/FAD	Application du cadre macroéconomique.	Le CDMT est opérationnel La base des données est disponible et actualisée ; L'unicité de caisse est effective ; Les recettes sont en amélioration ; La rétrocession des fonds par le MEFB aux ministères sectoriels est effective.	DGPD DGB DGCP DGT IGF DOI PRCTG Equipe Projet
	1. Elaboration d'un cadre macroéconomique révisé à trois ans (IDR en cours de validation, mars 2008) ;	2. Achèvement et publication du CDMT comprenant une collaboration intersectorielle conforme aux priorités du DSRP et aux contraintes macro-économiques (Action attendue fin août 2008) ;					
- Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté	3. Adoption et inclusion du CDMT 2008 dans la préparation du budget 2009 y compris les premiers CDMT Sectoriels (Action attendue en fin août 2008) ;	4. Validation du cadre macroéconomique et mise en œuvre du CDMT pour 2008-2010.	X	IDA/FMI/FAD	Définition d'un plan d'action pour la maîtrise et la gestion de la recette et de la dépense (prenant en compte la mise en place d'un circuit informatisé de la recette et de la dépense) Evaluation à mi-parcours du CDMT	Le CDMT est opérationnel La base des données est disponible et actualisée ; L'unicité de caisse est effective ; Les recettes sont en amélioration ; La rétrocession des fonds par le MEFB aux ministères sectoriels est effective.	DGPD DGB DGCP DGT IGF DOI PRCTG Equipe Projet
	4. Validation du cadre macroéconomique et mise en œuvre du CDMT pour 2008-2010.						

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009					
renforcement du cadre budgétaire	<p>4.1. Mettre en place un système de passage des marchés publics efficace et transparent</p> <p>Voir énumération dans l'objectif 5</p> <p>4.2. Assurer une reddition de comptes fiable, exhaustive et dans les délais légaux</p> <p>Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements</p> <p>-Comptes de gestion en chiffres</p> <p>-Comptes de gestion sur pièces</p>	<p>2010</p> <p>Voir énumération dans l'objectif 5</p> <p>Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements</p> <p>Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 - 2009</p>	X	IDA /FMI UNION EUROPEENNE COOPERATION FRANCAISE	<p>Les comptes de gestion sont élaborés et adoptés</p> <p>Le renforcement des capacités des parlementaires et des magistrats/cadres de la CCDB est assuré</p>	<p>Nombre des comptes de gestion adoptés en temps réel</p> <p>Nombre de parlementaires, magistrats/cadres formés usant des nouvelles capacités dans le contrôle</p>	AN CCDB MEFB DGCP DGT PRCTG Equipe Projet MPLAN MJDH
	<p>Systèmes informatiques</p> <p>Réalisation du schéma directeur de développement informatique et réseaux de l'administration financière de l'état sur la base de l'étude existante (Action démarrée en novembre 2007)</p> <p>Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 1) :</p> <p>-Commandes des matériels, logiciels et équipements ;</p> <p>-Acquisition des équipements informatiques et réseaux ;</p> <p>- Etude d'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.).</p>	<p>Systèmes informatiques</p> <p>Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 2) :</p> <p>- Poursuite de l'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.) ;</p> <p>- Poursuite de la réalisation des activités prioritaires (celles qui accompagnent le déploiement des projets en cours) : SYDONIA, SYSTAF et NIU, HR.PAYROLL</p>	<p>Systèmes informatiques</p> <p>Finalisation de l'informatisation de la chaîne de la dépense depuis la demande d'engagement jusqu'à l'apurement du paiement ;</p> <p>Collecte des données pour le calcul des indicateurs de résultat et de performance des recettes et des dépenses.</p>		IDA /FMI/FAD UNION EUROPEENNE	<p>Le schéma directeur et le manuel de procédure sont adoptés ;</p> <p>L'interconnexion des régions et des administrations est opérationnelle ;</p> <p>La production des comptes publics fiables est effective en temps réel</p>	<p>Réduction du temps mis dans la production des rapports</p> <p>Délais d'exécution des missions réduites dans les Agences d'Exécution du Projet (AEP)</p>

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	<p>4.3. Renforcer l'efficacité du contrôle et de l'audit interne ex-post Inspection Générale des Finances & Inspection Générale d'Etat</p> <p>Elaboration et validation des TDR</p> <p><i>NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémoire de mission PRCTG de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)</i></p>	<p>Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et les procédures de contrôle des finances publiques par la IGF (Cf. Cadre institutionnel supra) ;</p> <p>Adoption des recommandations issues de l'étude ;</p> <p>Adoption, diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle des finances publiques applicables à l'IGF et à l'IGE ;</p> <p>Adoption, diffusion, vulgarisation et application du guide du vérificateur.</p>	<p>Mise en œuvre des recommandations issues des études</p> <p>Suivi et évaluation de la mise en œuvre du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur</p>					
<p>4.4. Renforcer l'audit externe Contrôle juridictionnel et parlementaire</p> <p>Recrutement d'un consultant pour élaborer le manuel des procédures</p> <p>Constitution des groupes de travail</p> <p>Recensement des bénéficiaires de la formation</p>	<p>Organisation des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques ;</p> <p>Elaboration d'un guide de contrôle à la Cour des Comptes (manuel de procédures) en conformité avec les normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI ;</p> <p>Elaboration des projets de textes réglementaires sur le statut des juges financiers.</p>	<p>Suite des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques et le contrôle des finances publiques</p> <p>Adoption des textes réglementaires</p> <p>Mise en application des textes.</p>	<p>FMI/IDA/FAD & UNION EUROPEENNE</p>	<p>Le manuel de procédures est conforme aux normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI</p> <p>Les contrôles juridictionnel et parlementaire sont effectifs et améliorés</p>	<p>Nombre des comptes des comptables publics examinés par an</p> <p>Nombre de contrôles juridictionnel et parlementaire effectués par an ;</p> <p>Nombre de lois de règlement diffusé dans les délais ;</p> <p>Nombre des cadres de la CDCDB formés 18 soit 100%</p> <p>Nombre des Parlementaires formés (ND).</p>	<p>PURAC CDCDB AN SENAT MEFB DGCP PRCTG Equipe Projet</p>		

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2010					
Gestion de la réforme	<p>5.1. Cadre institutionnel du MEFB</p> <p>Lancement de l'étude pour adapter l'organisation des services de la DGB, du Trésor, de la DGGCF, de la DGGCP, de l'IGF... sur la base des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense.</p> <p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGF.</p> <p><i>NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémoire PRCTG de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)</i></p> <p>Validation et mise en œuvre de nouveaux organigrammes à partir des circuits d'élaboration et d'exécution du budget.</p> <p>5.2. Marchés publics</p>	<p>Suivi et évaluation de la mise en œuvre et recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense.</p> <p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGF.</p>		FMI	L'audit global du MEFB clarifie les nouveaux organigrammes des directions générales.	<p>Le temps de latence entre l'ordonnement et le paiement réel aux fournisseurs est réduit de moitié (50%);</p> <p>Nombre des rapports annuels sur l'état d'avancement de qualité satisfaisante et soumis à temps</p>	DGB Trésor DGGCF DGGCP IGF DGGPD PRCTG PURAC
	<p>Recrutement d'un expert pour une durée d'un (1) an et d'un cabinet pour une durée de trois (3) mois pour appui au Comité de la réforme des marchés publics (CRMP)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique au CRMP et à la Commission - Code des Marchés publics - Textes d'accompagnement - Formation des membres - Atelier de validation du Code de se professionnaliser dans le cadre du nouveau des marchés publics. 	<p>Adoption et vulgarisation du plan d'actions du CPJP par le Gouvernement;</p> <p>Diffusion, vulgarisation et application du nouveau Code de marchés et des textes y relatifs</p> <p>Renforcement des capacités aux agents du secteur public et du secteur privé en vue de développer leurs compétences et de se professionnaliser dans le cadre du nouveau des marchés publics.</p>	<p>Mise en place des mécanismes de contrôle internes et externes</p> <p>Suivi et évaluation de l'application du code des marchés publics aux normes internationales</p> <p>Reporting 2007 - 2009 aux partenaires</p>	IDA	<p>Le CPIP est adopté et diffusé</p> <p>Le code des marchés publics et les textes y relatifs sont adoptés et mis en vigueur ;</p> <p>Le renforcement des capacités est assuré.</p>	<p>% des marchés publics passés et conformes aux normes internationales : Néant au 31/12/2006</p> <p>% des marchés publics exécutés et payés dans les délais.</p> <p>% des marchés publics passés en AO (DGGT et DCMCE)</p> <p>% des marchés publics passés de gré à gré</p> <p>% des marchés publics respectant les délais réglementaires.</p>	<p>Préfecture PRCTG DGGT DCMCE SC/PR DGGPD Agences Régular</p>

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009					
	2010						
Gestion de la réforme	5.3. Coordination avec les bailleurs de fonds						
	Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les bailleurs de fonds	Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias	Suivi des recommandations des réunions de concertation	Bailleurs & Gouvernement	Le cadre de concertation est défini et opérationnel	Présentation des comptes rendus des réunions Publication avancées des Web/MEFB sur site	MEFB et les Bailleurs de fonds
	Diffusion et vulgarisation du cadre par les médias	Organisation des réunions de concertation					
	5.4. Coordination entre MEFB et Ministères Sectoriels						
	Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les ministères sectoriels	Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias	Evaluation de la mise en œuvre des réunions de concertation inter ministérielles	Gouvernement	Le cadre de concertation est défini et opérationnel	Présentation des comptes rendus des réunions Publication avancées des Web/MEFB sur site	MEFB et les Mini sector.
	Diffusion et vulgarisation du cadre de concertation par les médias	Organisation des réunions de concertation inter ministérielles					
5.5. Renforcement des capacités techniques du MEFB							
Création en 2007 du Centre de Perfectionnement des Agents des Finances (CPAF)	Désignation des responsables du CPAF	TDR du consultant chargé d'appui technique au CPAF ont été élaborés et soumis à l'approbation de la tutelle pour lancement de la manifestation d'intérêt au cours du 2 ^{second} trimestre 2008.		IDA & Gouvernement	Le plan d'action de formation est mis en œuvre Le rapport de formation est publié prenant en compte les indicateurs de performance du centre.	Nombre d'agents formés suivant le plan de formation Nombre des rapports produits par les points focaux	MEFB DRHF PRCTG CPAF CENAGE S
	Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des agents administratifs des secteurs concernés ; Renforcement des capacités des agents des secteurs publics et privés ; Suivi et évaluation du plan de formation.	Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des formations administratifs des agents concernés Suivi et évaluation du plan de formation					
	Définition d'un plan d'action opérationnel des formations et de renforcement des capacités des agents du MEFB, des secteurs publics et privés.	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.					
		Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.					

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009					
Gestion de la réforme	5.6. Renforcement des capacités techniques des Ministères Sectoriels						
	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique aux ministères sectoriels par une équipe du MEFB chargée d'étudier et d'apporter une solution aux difficultés rencontrées dans l'exécution de Budget 2006-2007 ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de l'assistance technique à l'endroit des ministères sectoriels au titre de l'année 2009 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi et évaluation du plan de formation du CPAF 	Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport diagnostic qui prend en compte les besoins relatifs à la préparation du budget, à son exécution et la formation des agents (ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités) est validé et disponible - Les ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités sont formés - L'équipe désignée par le MEFB intervient effectivement en appui technique aux ministères sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre ordonnateurs secondaires et les gestionnaires formés suivant le plan de formation par secteur ; - Nombre des mesures du rapport diagnostic pour l'assistance aux ministères sectoriels mis en application 	MEFB DRHF et les Min sectoriels PACTG CENAGE S CPAF
	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier établi ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier établi. 	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des impacts de gestion du changement 				
<ul style="list-style-type: none"> - Formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités en conformité avec le plan de formation du CPAF. 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010. 					

Objectifs	Mesures prioritaires		D. P/TE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2010					
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière	6. Rationalisation de la préparation et de l'exécution du budget Direction Générale du Contrôle Financier (DGC)-IGF-DGT-DGB		DGC Financier - IGF-DGT-DGB Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009	ACBF/FAD	Les prévisions budgétaires sont améliorées Le suivi des dépenses propauvres est amélioré L'amélioration du CDMT est effective.	Le budget couvre toutes les dépenses et recettes de l'Etat ; Les dépenses hors budget sont clairement identifiées Meilleure prévisibilité triennale des ressources allouées à la lutte contre la pauvreté	MEFB : DGC IGF DGT DGB DRHF Mini sectoriels Equipe P PRCTG CEMAGE S
	<ul style="list-style-type: none"> Recrutement d'une assistance technique pour conduire le renforcement des capacités des institutions de rationalisation budgétaire et de contrôle interne. Recrutement d'une assistance technique pour la gestion de réseaux informatiques Organisation des séances relatives à : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration des procédures et de gestion comptable Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008 et 2009. 	Poursuite de l'assistance technique à l'endroit des ministères sectoriels au titre de l'année 2009. - Organisation des séances relatives à : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration des procédures et de gestion comptable 	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.	ACBF/FAD	L'amélioration des procédures des services financiers pour renforcer les contrôles à postériorité; L'acquisition des équipements et logiciels d'une part, et la formation des agents et cadres, d'autre part, sont effectifs.	Le système réseau est en place	DGC IGF DGT DGB CPAF Equipe P PRCTG
	7. Renforcement des capacités des institutions de rationalisation budgétaire et contrôle interne Direction Générale du Contrôle Financier (DGC)-IGF-DGT-DGB		DGC Financier - IGF - DGT - DGB Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur Suivi et évaluation des actions inscrites en 2008 et 2009 Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.	ACBF/FAD			
	<ul style="list-style-type: none"> Recrutement d'un consultant en administration réseaux et systèmes y compris le plan de formation et l'élaboration des procédures et gestion comptable Acquisition des équipements et logiciels informatiques Formation des agents utilisateurs du système réseau 	Mise en œuvre du réseau, du système et des procédures de gestion Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur Suivi des actions de 2008 et 2009.					

Objectifs	Mesures prioritaires				D. PPTTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008		2010						
	8. Renforcement des capacités et de l'efficacité des institutions de contrôle externe								
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite)	8.1. Parquet Général/CC		2010			ACBF	<p>Les acquisitions en équipements informatiques sont effectives et d'utilisation correcte.</p> <p>Le fonds documentaire près du Parquet Général est ouvert aux magistrats, vérificateurs ainsi qu'au public</p>	<p>Base des données à jour de consultation et de restitution des informations</p> <p>Nombre de consultants du fonds documentaire</p>	<p>MJDH : CC Parquet Général Equipe P PRCTG</p>
	<p>Acquisition des équipements informatiques pour le Parquet Général :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 07 Ordinateurs PC - 04 Ordinateurs portables - 06 Imprimantes de bureau - 04 Imprimantes portables - 02 Scanners - 05 Onduleurs. <p>Mise en place d'un fonds documentaire pour le Parquet Général.</p>		<p>Suivi et Inventaire des immobilisations près du Parquet Général</p> <p>Suivi de la mise en place du fonds et de sa fréquentation</p>						
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite)	8.2. Commission des Affaires juridiques (CAJ)		2010			FAD/ACBF	<p>La formation, les ateliers et les séminaires en faveur des femmes leaders parlementaires sont effectifs.</p>	<p>Nombre des femmes leaders formés à la gestion budgétaire et outil informatique.</p> <p>Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget</p> <p>Réduction du retard dans le vote des lois de règlements</p>	<p>Parlem. Femmes leaders Société civile CPAF Equipe P PRCTG</p>
	<p>Formation des parlementaires de la CAJ du Sénat et de l'Assemblée</p> <p>Formation, séminaires de formation de 40 femmes leaders sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La budgétisation et genre - L'utilisation de l'outil informatique. <p>Acquisition des équipements informatiques pour la CAJ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 04 Ordinateurs PC - 02 Ordinateurs portables - 03 Imprimantes de bureau - 01 Imprimante portable - 02 Scanners - 04 Onduleurs. 		<p>L'allocation des ressources budgétaires</p> <p>Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires juridiques avec ouvrages spécialisés de droit et finances et des périodiques.</p> <p>Suivi des actions entreprises en 2008 et 2009.</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p>						

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009					
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite)	8.3. Commission Economie et Finances du Parlement (CEF) Formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : <ul style="list-style-type: none"> - Accords de prêts - Contrats pétroliers 	Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation ressources PYTE et compétences parlementaires - Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires économiques et financière. 	Suivi du plan de formation près du CPAF	FADIACBF	L'amélioration du contrôle législatif est effective La maîtrise des audits de performance par la Cour des Comptes pour l'efficacité du contrôle judiciaire	Augmentation du nombre des comptes et établissements publics audités par an par la CCDB Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget Réduction du retard dans le vote des lois de règlements	Parlement CEF Equipe P PACTIG Cellule TOPE CPAF
	Séminaires, nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur : <ul style="list-style-type: none"> - Le contrôle budgétaire - La loi des finances - Le budget fonctionnel - L'utilisation des outils informatiques/internet. 	Séminaires nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les techniques d'élaboration et d'analyse budgétaire.	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.				
	Acquisition des équipements informatiques pour la CEF : <ul style="list-style-type: none"> - 04 Ordinateurs PC - 02 Ordinateurs portables - 03 Imprimantes de bureau - 01 Imprimante portable - 02 Scanners - 02 Onduleurs. 	Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : <ul style="list-style-type: none"> - Initiative PYTE, mesures pour le point d'achèvement, dette, pétrole ; - Sensibilisation des élus locaux sur l'élaboration, le vote et le contrôle de la loi des finances. 	Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : <ul style="list-style-type: none"> - la corruption, la fraude et la concussion ; - la vulgarisation rôle du Parlement. 		Base des données à jour d'informations pour la prise des décisions		

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2010					
	9. Renforcement de l'efficacité du cadre de suivi et de l'évaluation du DSRP						
	<p>DSRP</p> <p>Production d'une base des données de meilleure qualité pour le suivi et l'évaluation du DSRP (Indicateurs macroéconomiques) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la collecte et traitement des données statistiques - Elaboration de questionnaires - Recrutement du personnel statistique en poste - Formation aux enquêtes socio-économiques. <p>Signature de la convention par l'équipe du projet et les partenaires pour l'utilisation des services des consultants internationaux.</p>	<p>DSRP</p> <p>Production d'une base des données de meilleure qualité pour le suivi et l'évaluation du DSRP : Indicateurs macro-économiques (suite) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes sectorielles - Appui à la collecte des données et traitement des données statistiques. <p>Production du rapport annuel des données et informations statistiques qui prend en compte les indicateurs macro-économiques.</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.</p>		<p>ACBF/FAD IDA/BM FNUAP OMS AFRISTAT & Macro International</p>	<p>Base des données disponible pour la production des données économiques.</p> <p>Les statistiques socio-économiques de meilleure qualité pour un suivi efficace des indicateurs du DSRP sont produites.</p> <p>Les rapports des évaluations de l'impact des politiques économiques sont disponibles.</p>	<p>PIB/Tête Taux de croissance Taux d'investissement Taux d'inflation Ratio du service dette Indice de pauvreté Sévérité de la pauvreté Taux brut ou net de scolarisation Taux de chômage % population ayant accès à l'eau potable % population ayant accès à l'électricité % population utilisant du bois de chauffe % des femmes participant aux structures de décision et de gestion du pays % des ressources allouées aux administrations locales Taux brut de natalité Taux de mortalité maternelle Taux de fécondité Taux de prévalence du VIH/Sida, etc.</p>	<p>MEFR DGE Cellule TOFE DGB MPLAN DGP DSRP CNSEE Mini. sectoriels Equipe P PRCTG CENAGES</p>

Objectifs	Mesures prioritaires		D. PYTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009					
	2010						
	10. Renforcement de l'efficacité du cadre de suivi et de l'évaluation du DSRP (Suite)						
	10.1. DGE	DGE	DGE	ACBF/FAD AFRISTAT RESPEC	Les comptes de la nation sont produits dans les délais et sont de source fiable. Nombre des cadres et agents formés	Base des données des comptes nationaux aux normes SCN 1993	MPLAN : CNSE DGPLAN DGE DGP Cellule T Equipe P
	<p>Organisation d'une enquête de comptabilité nationale en vue de la maîtrise du processus d'élaboration des comptes nationaux aux normes SCN 1993.</p> <p>Ateliers de formation à Brazzaville en comptabilité nationale en appui au projet de renforcement des capacités en statistiques, études prospectives et planification pour la lutte contre la pauvreté au CONGO.</p> <p>Reporting et feedback des activités 2008 aux partenaires.</p>	<p>Acquisition du matériel informatique et des logiciels adaptés aux statistiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des comptes nationaux - Gestion de la base des données. <p>Acquisition du matériel de bureau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Photocopieur - Machine à relier. 	<p>Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009</p> <p>Reporting et feedback des activités 2008 et 2009 aux partenaires.</p> <p>CNSEE</p>				
	10.2. CNSEE	CNSEE	CNSEE	ACBF/FAD & AFRISTAT	Actualisation du profil de pauvreté Mise en place d'une stratégie et des méthodes de collecte des données sur la conjoncture, l'emploi et les indicateurs de bien être. L'annuaire statistique national est produit et diffusé	<p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - socioéconomiques - du cadre de vie - de gouvernance <p>pour le suivi DSRP</p> <p>Nombre d'enquêtes réalisées au 31/12/2008</p> <p>Nombre d'atelier de formation réalisés au 31/12/2008</p>	<p>MPLAN: CNSE DGPLAN DGE DGP PRCTG EQUIPE Projet Cellule T S/C PAGGFP</p>

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	10.3. DEP Ministère de la santé	DEP Ministère de la santé	DEP Ministère de la santé					
	<p>Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Validation de la carte sanitaire 2005 - Elaboration des comptes satellites de la santé. <p>Organisation des séminaires de deux (2) nationaux à Brazzaville et à Pointe-Noire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques de collecte des données. <p>Equipements informatiques et matériels de bureau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériel informatique et logiciels adaptés de statistiques sanitaires - Matériel de bureau. 	<p>Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actualisation de la carte sanitaire en 2007/2008 - Acquisition matériel informatique et logiciels - Formation du personnel aux logiciels acquis - Elaboration et utilisation des supports de collecte. <p>Organisation de séminaire de un (1) nationaux à Brazzaville et à Pointe-Noire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques de restitution des données à la fin du projet <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.</p>	<p>Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation du personnel aux logiciels acquis - Relance de la production régulière de l'annuaire statistique. <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p>		FNUAP OMS	<p>La carte sanitaire 2005 est validée et celle des années 2007 et 2008 actualisée.</p> <p>La production de l'annuaire statistique de la santé est effective.</p> <p>Les comptes satellites de la santé sont élaborés.</p>	<p>La base des données du SNIS est à jour et les données d'informations sanitaires</p> <p>Actualisation du profil de pauvreté en 2008 - 2009</p>	<p>DEP CTS/PNOS HABOUAR CHISEE Equipe P PRCTG S/C PAGEFP</p>

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008		2010					
	11. Gestion, Gouvernance et suivi du Projet							
	<p>Cellule de mise en œuvre du projet</p> <p>Recrutement de l'équipe du projet (EP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordonnateur, - Responsable administratif et comptable, - Responsable des acquisitions - Secrétaire - Chauffeur - Planton. <p>Exécution et Suivi du projet (EP).</p>	<p>Cellule de mise en œuvre du projet</p> <p>Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP)</p>	<p>Cellule de mise en œuvre du projet</p> <p>Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP)</p>		ACBF/FAD	<p>Le comité de pilotage est effectif avec la large participation des Directeurs généraux</p> <p>L'organe de coordination de l'EP est mis en place au sein du Cabinet du MEFB.</p> <p>La cellule de mise en œuvre du projet est opérationnelle au sein du Cabinet du MEFB.</p>	<p>Taux de décaissement à 40% à fin 2007 ; 70% à fin 2008 et 100% en 2009</p> <p>Production de 4 rapports d'activités par an</p> <p>Production d'un rapport d'audit par an d'ici 2009.</p>	<p>AEP</p> <p>CDCDB</p> <p>Parlem.</p> <p>MEFB</p> <p>Equipe</p> <p>Projet</p> <p>S/C</p> <p>PAGGFP</p>
	<p>Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des cahiers de charges - Suivi de la conformité des prestations au sein de l'EP 	<p>Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance</p> <p>Suivi des formations</p> <p>Evaluation des activités au de l'EP</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions 2008-2009.</p>	<p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p>					<p>CPP</p> <p>DGB</p> <p>DGCF</p> <p>IGF</p> <p>CDCDB</p> <p>CNSEE</p> <p>Parlem.</p> <p>S/C</p> <p>PAGGFP</p>